

LOGEMENTS SOCIAUX À TIZI-OUZOU

Sit-in de protestation devant l'APC d'Iloula Ou Malou

Des dizaines de citoyens de la commune d'Iloula Ou Malou, exclus des listes des pré-bénéficiaires des 50 logements sociaux OPGI attribués le 7 juillet dernier, ont, tôt dans la matinée d'hier, investi l'APC dont ils ont fermé le portail principal pour dire leur colère devant ce qu'ils qualifient de «distribution catastrophique des logements».

Egrenant les irrégularités qu'ils disent avoir décelées dans cette liste, les postulants, 600 demandeurs au départ avant la réduction de la liste à 200, étalent leur misère et leur situation sociale pour contester la liste et exiger le réexamen de leurs cas sans retard.

C'est le cas de ce handicapé à 100% et dont le conjoint est malade chronique, ou encore de cette femme dont la maison a été incendiée par

l'armée coloniale durant la révolution, de ces jeunes qui affirment coucher à plusieurs dans des postures à la limite de l'intimité familiale dans la maison parentale, et bien d'autres cas encore qui interpellent les consciences.

Les porte-parole des manifestants qui ont accroché une large banderole dénonçant «le régionalisme au sein de la commune», référence à des demandeurs étrangers à la localité, des pré-bénéficiaires dont on craint «le comportement immoral» exigent l'annulation pure et simple de la liste et une ré-étude des dossiers.



Photo : DR

On évoque à cet effet cette descente policière intervenue pour mettre un terme à une affaire de prostitution dans un

logement social, chose étrange aux mœurs de la commune. Comme arguments à leurs revendications devant le

maire qui a reçu une délégation de postulants déboutés, figurent également l'expérience des logements fermés,

sous-loués ou détournés de leur vocation. Le maire, cible au départ de la colère des manifestants, a rétabli les choses en expliquant que l'APC a un rôle mineur dans l'affectation des logements qui se fait sous la responsabilité du chef de daïra en sa qualité de président de la commission. Ce qui, selon lui, n'a pas empêché les élus d'assumer leur rôle pour limiter les dégâts, allusion à l'APC précédente qui, en refusant d'après lui de siéger dans la commission en signe de protestation contre la nouvelle loi, a permis des abus que la commune paye aujourd'hui cash, souligne-t-il.

Après un large débat, il a été décidé de proposer à la commission de wilaya d'impliquer une délégation de villageois dans l'étude des recours, cela à des fins de transparence.

S. Hammoum

TIZI-GHENIFF

Des citoyens ferment le siège de l'APC

Les habitants du lotissement du 5-Juillet de la ville de Tizi-Gheniff, une commune située au sud-ouest de la wilaya de Tizi-Ouzou, réclament l'établissement des actes de propriété de leurs lots de terrain.

Pour se faire entendre, ils ont fermé, hier dimanche, dès la matinée, le siège de l'APC. «Près de 30 ans après la création de notre lotissement, nous n'avons toujours pas nos actes de propriété.

C'est inadmissible !», s'indignent les contestataires. Un membre du comité du village affirme qu'ils ont opté

pour cette action de protestation radicale «après épuisement de toutes les voies du dialogue». «Nos demandes d'audience et procès-verbaux de réunion déposés depuis mars dernier au niveau de la daïra sont restés lettre morte» affirme-t-il.

Le maire de Tizi-Gheniff, M. Djidda, estime, pour sa part, que cette action

de protestation a des visées électoralistes. «Cet acharnement contre ma personne est l'œuvre de manipulateurs qui sont en train de faire leur campagne électorale pour les élections de 2012. Sinon pourquoi avoir attendu jusqu'à 2011, pour fermer le siège de l'APC alors que ce problème, qui date maintenant depuis près d'un tiers de siècle, n'a jamais été pris en charge aussi sérieusement que depuis mon arrivée à la tête de l'APC».

M. Djidda affirme que «l'étude relative à l'établissement d'un nouveau

permis de lotir est actuellement en cours d'instruction au niveau de la Direction de wilaya de l'urbanisme et de la construction (DUC)». Notons, enfin, que les contestataires ont refusé de dialoguer sur place avec deux délégués de l'agence foncière de Boghni qui a l'aptitude légale de délivrer les actes de propriété.

En outre, ils se disent «déterminés à maintenir (leur) action jusqu'à satisfaction de (leur) revendication».

Kaci Moussa

AZAZGA

L'ADE de nouveau fermée par les citoyens

Après sa fermeture il y a quelques jours par une fraction des villageois d'Aït-Bouadda, l'Algérienne des eaux d'Azazga (ADE) a fait l'objet hier d'une autre fermeture par les comités des villages de Cheurfa et Aït-Ali.

Ces comités dénoncent les pénuries récurrentes d'eau potable et les innombrables fuites constatées sur le réseau dont l'une à quelques dizaines

de mètres seulement de la structure. Des citoyens ont été contraints de recourir aux services de plombiers pour les besoins des réparations, se plaignent les protestataires qui indiquent que le recours à cette action survient après de multiples et vaines démarches.

Plusieurs foyers n'ont pas eu d'eau depuis le mois de juin, alors qu'ils sont situés à quelques encablures de la ville d'Azazga où l'eau coule à flots 24 heures sur 24, dénoncent les villageois qui affirment subir les inconvénients du

barrage de Taksebt sans avoir ses avantages, avec le taux effarant d'humidité engendrée par ce projet qui ne leur profite pas.

L'absence d'eau remonte à deux mois, à Aït-Ali et Ivelkissen ainsi que dans de nombreux foyers de Cheurfa qui font état de «négligences».

«Cela alors qu'un réservoir est implanté juste au-dessus de nos têtes», poursuit un manifestant. «Si la situation persiste, c'est tout le village de 12 000 habitants qui investira la rue pour exiger justice et équité dans l'ac-

cès à l'eau potable», menacera-t-il. Sollicité, en l'absence du responsable que nous n'avons pas pu joindre, un employé de l'ADE, chef de service selon les manifestants, nous dira qu'il n'a aucun commentaire à faire sur cette affaire.

Pour l'heure, les manifestants sont décidés à maintenir leur action jusqu'à l'aboutissement de leur revendication : avoir de l'eau comme l'ensemble des habitants de la commune.

S. H.

TLEMCEN

Les vacances gâchées par la crise du carburant

Après une accalmie qui a duré à peine un mois, revoilà la crise de carburant. Cette fois-ci elle s'annonce très mal pour les estivants qui choisissent le week-end pour le repos dominical.

Le départ vers les côtes est compromis, car une grave pénurie de carburant paralyse toutes les activités. Durant le week-end, beaucoup de familles ont renoncé aux plaisirs de la mer et se sont contentées d'un pique-nique sur les hauteurs de Lalla Setti.

Cette situation était plutôt attendue, depuis quelques années les saisons estivales se suivent et se ressemblent, le problème reste posé aussi bien pour les transporteurs publics que pour les

particuliers. Une saison estivale ça se prépare sérieusement, il ne faut pas se limiter à un plan bleu qui ne prend pas en compte cette crise de carburant qui se manifeste chaque année à la même période. Car en définitive ce sont des milliers de vacanciers qui verront leur repos annuel se transformer en cauchemar.

Certains estivants viennent de l'étranger sud et on imagine leur déception quand ils sont obligés de passer toute

une nuit devant une station-service. On ne le répètera jamais assez, dans la wilaya de Tlemcen personne ne peut lutter contre le trafic de carburant. Des quantités énormes passent chaque jour de l'autre côté de la frontière, au su et vu de tout le monde.

Cependant, il faut le souligner, la période estivale au Maroc est plus animée avec l'arrivée de beaucoup de touristes, notamment les émigrés marocains et la demande de carburant est revue à la hausse (ce qui fait le bonheur de nos hallabas) ; alors que faire devant une situation qui pénalise en premier lieu les touristes algériens ?

Selon des informations, 60% de

carburant livrés par Naftal aux stations de la wilaya de Tlemcen passent de l'autre côté de la frontière. Le petit bourg de Béni Drar (province de Berkane), sur la route de Saïdya, est devenu une grande cité prospère grâce au trafic de carburant.

Tous les automobilistes qui prennent la route de la côte méditerranéenne Tanger-Tétouan font le plein à Béni Drar. A quelques jours du Ramadan et avec la canicule qui sévit, on se demande ce que feront les pouvoirs publics pour alléger le quotidien des citoyens mis devant un véritable fait accompli.

M. Zenasni

RELIZANE Plus de 1 300 recours déposés à l'APW

Les troubles qui avaient secoué la ville de Relizane, suite à l'affichage des listes des bénéficiaires des 200 logements sociaux, n'ont pas laissé le wali de Relizane Kadi Abdelkader indifférent.

Selon une source proche de la daïra concernée, les listes des bénéficiaires des 200 logements sociaux ont fait l'objet d'une révision sur instructions fermes du wali.

Par ailleurs, le délai des recours pour les logements publics locatifs à caractère social, relatif à la distribution de logements dans la commune du chef-lieu de Relizane, a expiré avant-hier. Les postulants non satisfaits de la liste provisoire des attributaires affichée le 27 juin dernier ont déposé leurs recours au niveau de l'Assemblée populaire de la wilaya.

Ces contestataires se sentent lésés par la commission de distribution de la daïra de Relizane. Ainsi, ils espèrent que la commission de wilaya de recours du logement, présidée en principe par le président de l'APW, sera, encore une fois, devant un test.

L'opinion publique locale a remarqué que c'est la première fois que la contestation a atteint un point critique dans la ville de Relizane. Tous les regards sont rivés sur les résultats de cette commission de recours.

A. Rahmane